

Je voudrais me servir de Massey-Ferguson comme exemple dans mon prochain argument. Je ne connais aucun des cadres de cette société et je n'ai aucune animosité particulière envers eux. Comme le député de Capilano pourrait le penser, je ne les envie pas. Je ne suis pas particulièrement envieux et d'aucuns pourraient dire que je ne suis pas non plus particulièrement enviable. Je ne suis certainement pas jaloux de ce que gagnent les directeurs de Massey-Ferguson.

Quel type de société cherchons-nous à créer? Massey-Ferguson, cette grande multinationale, est entrée dans une période de difficultés pour diverses raisons—à cause d'une série de mauvaises décisions, des intérêts très élevés et de la transformation du marché du matériel agricole—un peu comme cela s'est passé dans le secteur automobile. Et dans le même temps, cette société approche le gouvernement. Je suis persuadé que le député de Capilano quand il était ministre a entendu des échos de ce qui se passait chez Massey-Ferguson. Mais pendant que ces échos résonnaient, le traitement du président-directeur général de cette société a bénéficié d'une hausse considérable. Il est passé de \$272,773 à \$390,591—relèvement de 43 p. 100. Le premier vice-président a accepté une hausse de 40 p. 100, qui a porté son traitement à \$281,818. Un autre vice-président a reçu une hausse de 30 p. 100: nouveaux appointements, \$227,580.

M. Kristiansen: Voilà la modération.

M. Orlikow: Où avez-vous pris vos chiffres?

M. Rae: Deux de mes collègues, avec des voix d'évangélistes, me demandent de dire deux choses.

Nous savons que le ministre, quand il était conservateur, disait que la modération était de rigueur. L'équité également. Nous concédons tous maintenant que socialement, il y a des choix difficiles à faire quand il s'agit de dire qui aura quoi, quand, où et comment. Il ne s'agit pas là de décisions individuelles. Il ne s'agit plus non plus de décisions qu'on laisse prendre par le jeu des forces économiques, parce qu'elles n'y sont plus asservies. Quand ce sont ces forces qui en décident, elles ne le font pas souvent très bien, de façon efficiente ou équitable. Dans nos civilisations occidentales, il y a cet antagonisme qui règne depuis l'effondrement de l'ordre moral médiéval, entre la notion d'économie morale et celle d'économie de marché.

M. Huntington: Vous nous ramenez à l'époque de Vanderbilt.

M. Rae: Vanderbilt, dit le député. Je ne lui ferai pas le déplaisir de lui apprendre à quelle époque il est remonté ces derniers temps.

Voilà la nature du conflit, cet éternel retour de notre société à la question de l'économie morale, à celle de savoir pourquoi il faut que certains gagnent autant. Pourquoi faut-il qu'il y ait tant d'écart, que l'un gagne 10, 20 et 30 fois plus que l'autre par son travail? Cette question se pose à nouveau, elle n'est pas près de s'effacer. On ne peut pas demander aux gens de ne plus y penser. Ce n'est pas une question d'envie, mais c'est une question de justice et d'équité. C'est simplement qu'on ne saurait plus tolérer cette situation.

Nous ne pouvons plus supporter que le ministre des Finances aille à une conférence et dise à des hauts représentants qu'il faut que les syndicats fassent preuve de modération quand on sait les augmentations qu'ils ont obtenues au cours de l'année

Corporations et syndicats ouvriers

dernière. Ces augmentations, elles se montent à 10.9 p. 100, c'est Statistique Canada qui nous le dit. Ce même organisme nous dit aussi que l'inflation atteint 12.5 p. 100. Mais que le gouvernement compile les chiffres de l'indice des prix à la consommation pour avril ou mai au cours de la dernière semaine d'avril, de la première semaine de mai ou de la dernière semaine de mars ou qu'il emploie telle ou telle méthode de calcul, il est impossible de cacher la dure réalité quand elle apparaît. Chacun sait que le coût de la vie augmente plus rapidement que la moyenne des revenus des particuliers.

Dans le même temps, nous constatons que des sociétés ne tournent pas très bien. On ne peut pas vraiment dire que c'est la récompense du succès. Où le marché fait-il payer la rançon des erreurs? Le président de Massey-Ferguson a-t-il été puni pour son erreur? Cette société a-t-elle été punie pour son incompétence? Où est donc cet individualisme musclé, dur qui est censé distribuer les châtiments et donner les récompenses? Cela n'a pas marché et cela ne marche pas. Voilà pourquoi c'est tellement absurde que—comme l'a laissé entendre mon collègue le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow)—nous devions nous tourner vers les États-Unis pour savoir ce que les directeurs ou les présidents directeurs des sociétés canadiennes gagnent.

Notre société doit trouver le moyen d'admettre que le travailleur de l'automobile qui vit dans ma circonscription ou celui qui travaille chez Massey-Ferguson a autant le droit d'avoir un salaire décent et le sens de la propriété que quiconque d'autre. Il veut posséder des biens. Qui protège son droit dans une société où les taux d'intérêt atteignent 22 p. 100, où nos grandes institutions se réjouissent de voir les petites sociétés être acculées au mur, où le droit individuel à la propriété—qu'il s'agisse d'une ferme ou d'une maison—est menacé non pas par le socialisme, ni par le NPD—certainement pas en Ontario—mais par le système lui-même? Je crois en la propriété privée tout autant que le député de Capilano. Mais j'y crois tellement que j'estime que tout le monde devrait pouvoir en jouir. Voilà pourquoi je suis dans ce parti et non pas dans le sien.

M. Huntington: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'ai beaucoup apprécié l'intervention du député de Broadview-Greenwood (M. Rae). Je suis d'accord avec une bonne partie de ce qu'il a dit à propos de la justice. Par ailleurs, il a déclaré que j'appartenais probablement à l'époque des dinosaures et j'invoque le Règlement pour protester contre cette affirmation.

Le problème auquel nous devons faire face et dont nous discutons aujourd'hui ne consiste-t-il pas à savoir comment assumer les frais de l'État-providence? Pendant des années, j'ai entendu ce terme utilisé pour décrire la Suède, la Norvège, le Danemark et la Grande-Bretagne. C'est maintenant le tour du Canada. Tous ces pays ont des ennuis, sauf peut-être la Norvège qui peut se servir de son pétrole dans la mer du Nord pour aider à résoudre ses problèmes. Voilà le dilemme qui se pose au Canada. Selon moi, le député ne devrait pas me qualifier de réactionnaire parce que le régime instauré dans ces pays n'arrive pas à résoudre leurs problèmes. Ce que les députés de notre parti voudraient, c'est que nous discutions du problème qui existe au Canada et que nous arrivions à le résoudre. Cela ne se fera certainement pas...